



Démographie et société : et si le nombre comptait ?

Maks Banens

► To cite this version:

Maks Banens. Démographie et société : et si le nombre comptait ?. L'Économie politique, 2003, 19, pp.90-99. hal-00368870

HAL Id: hal-00368870

<https://hal.science/hal-00368870>

Submitted on 17 Mar 2009

HAL is a multi-disciplinary open access archive for the deposit and dissemination of scientific research documents, whether they are published or not. The documents may come from teaching and research institutions in France or abroad, or from public or private research centers.

L'archive ouverte pluridisciplinaire **HAL**, est destinée au dépôt et à la diffusion de documents scientifiques de niveau recherche, publiés ou non, émanant des établissements d'enseignement et de recherche français ou étrangers, des laboratoires publics ou privés.

Démographie et société : et si le nombre comptait ?

Maks Banens

Maître de conférences à l'université Lumière-Lyon 2.

La fécondité française résiste. L'indice synthétique de fécondité – la mesure du nombre d'enfants qu'une femme est susceptible de mettre au monde au cours de sa vie féconde –, qui était passé de 1,65 à 1,88 enfant par femme entre 1994 et 2000, s'est maintenu à ce niveau en 2001 et en 2002. Les conséquences ne sont pas négligeables : il est né l'an dernier environ 50 000 enfants de plus qu'en 1994. L'effet de la conjoncture économique semble évident. La remontée de la fécondité française coïncide avec les années de croissance économique (1997-2002), tout comme la faible fécondité en 1993-1994 correspond à la récession. Toutefois, cette coïncidence ne se retrouve pas de façon générale au-delà de nos frontières. L'Europe du Nord a généralement vu sa fécondité baisser entre 1995 et 2000, l'Europe du Sud et les Etats Unis l'ont vu augmenter. C'est que l'effet immédiat de la conjoncture économique se voit doublé d'un deuxième effet, que l'on pourrait appeler l'effet des cycles longs, économiques (les trente glorieuses) et démographiques (le baby-boom).

C'est aux Etats-Unis, à la fin du baby-boom, que le démographe et économiste Richard A. Easterlin¹ a formulé les premières hypothèses d'une fécondité cyclique. Selon Easterlin, des phases de forte fécondité (baby-booms) succèdent à des phases de faible fécondité (baby-krach). Les premières constituent des générations dites "pleines", les secondes des générations "creuses". Les deux phases s'appellent l'une l'autre : les générations creuses disposent de conditions matérielles d'insertion sur le marché du travail plus favorables, elles peuvent plus facilement supporter la charge d'enfants, du coup, elles mettent au monde des générations plus importantes, qui se retrouveront en situation inverse, ce qui conduira à un ralentissement de la fécondité. Les générations creuses seraient donc les parents des générations pleines, et inversement. On verrait ainsi se dessiner des cycles de fécondité avec leur cortège de conséquences économiques et sociales. A la phase de faible fécondité, inaugurée au milieu des années 1960, devrait donc succéder un nouveau baby-boom dès le milieu des années 1990.

Traditionnellement, l'idée que la taille des générations joue un rôle est au mieux ignorée, au pire rejetée. D'abord parce que l'idée que la fécondité peut être planifiée, ou du moins régulée par la politique familiale, reste répandue. Plus largement, admettre le rôle joué par le nombre tend à minimiser celui des politiques publiques. L'hypothèse des cycles démographiques ne nie pas l'importance d'autres facteurs tels l'allongement de la scolarité, la fragilisation du couple, l'évolution du rôle de la femme dans la société, ou encore celui des

¹ Dans *Birth and Fortune - The Impact of Numbers on Personal Welfare*, Basic Books, 1980.

politiques publiques (allocations, crèches, etc.). Elle met seulement le doigt sur un facteur supplémentaire, qui, si on l'oublie, ne permet pas de comprendre de façon satisfaisante l'évolution de la société.

Ce que dit la théorie

Le fait nouveau majeur du 20^{ème} siècle, en France comme ailleurs, a été la disparition des cycles démographiques courts liés aux épidémies ou aux guerres, et l'apparition d'un cycle plus long, dont la phase haute est connue sous le nom de baby-boom. Sa durée (20 années aux Etats-Unis, presque 30 en France) a été perçue, à juste titre, comme quelque chose de radicalement nouveau. Il ne s'agissait pas d'un boom de rattrapage sur deux ou trois ans, mais d'un fait de société durable. Or, si le baby-boom a frappé les esprits, il avait été précédé d'un baby-krach de durée égale (1925-1945) qui est passé presque inaperçu. Cette génération peu nombreuse est entrée dans la vie active entre 1945 et 1965, dans un contexte économique favorable. La génération du baby-boom (1945-1975), elle, se présente très nombreuse à la vie active au cours de la période 1965-1995, dans un contexte qui deviendra plus difficile après 1975.

L'hypothèse d'Easterlin lie la taille relative d'une génération, d'une part, à son destin économique, d'autre part, à sa fécondité et donc à la taille de la génération suivante. Le climat social serait directement affecté par les difficultés d'insertion sur le marché du travail propres à une génération pleine. Les femmes d'une telle génération accroîtraient leur participation à l'activité pour maintenir le niveau de vie souhaité des couples qui reporteraient mariage et naissances. Les difficultés d'une stabilisation professionnelle et familiale finiraient par créer un stress psychologique et social, ce dont témoigne la hausse des divorces, de la criminalité et des suicides dans cette génération. Inversement, un jeune couple issu d'une génération creuse aurait plus de facilités à atteindre le niveau de vie qu'il désire. Il est plus libre de décider son installation en ménage, de réaliser le nombre d'enfants souhaités, le double salaire est moins nécessaire ; le stress psychologique et social est moindre.

Si la taille d'une génération est ainsi liée à sa santé psychologique, cela passe bien évidemment par la médiation de l'économie. Un rôle de l'économie qui ne se réduit pas au rythme de la croissance du PIB. Une génération pleine aura plus de mal à s'insérer dans le monde du travail qu'une génération creuse, quelle que soit la conjoncture économique. Prolonger les études peut retarder l'échéance et introduire un peu de souplesse dans le mécanisme de l'offre et de la demande du marché de travail. Mais, en sens inverse, la progression de l'activité des femmes ne fera qu'aggraver les difficultés. La génération pleine finira par accepter des conditions d'embauche moins favorables que la génération creuse, même dans un contexte de croissance économique.

Est-il possible de mettre en évidence les mécanismes proposés par Easterlin ?

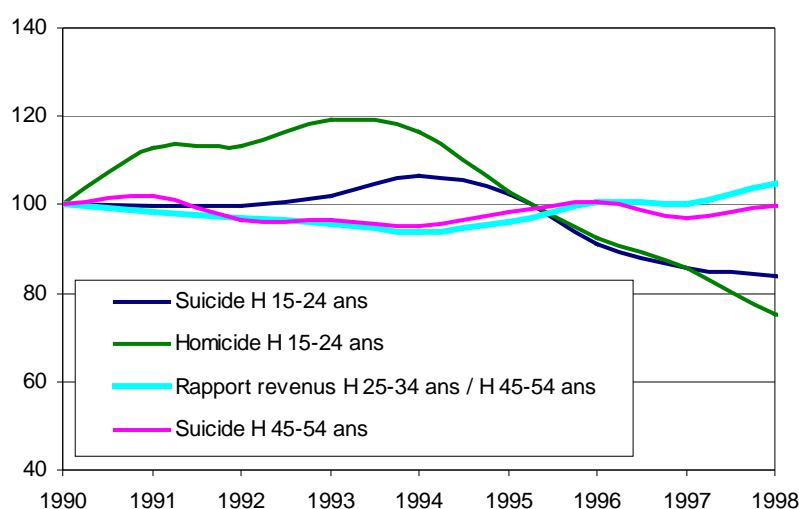
La preuve par les cycles

L'évolution des revenus relatifs des hommes américains entre 1955 et 1977, c'est-à-dire en grande partie avant le ralentissement économique, montre que les jeunes hommes ont perdu du pouvoir d'achat par rapport aux actifs plus âgés. Les enfants du baby-krach d'avant-guerre sont gagnants, ceux du baby-boom perdants.

Pour la France, Louis Chauvel² a montré le même déplacement dans la distribution des revenus, des plus jeunes vers les plus âgés. Il compare deux dates après la période de forte croissance économique (1977 et 1995), mais le message est le même : le revenu relatif des générations nées après 1947, c'est-à-dire des baby-boomers, est nettement moins élevé que celui des générations nées avant, et ce en 1977 comme en 1995. Il étudie un autre indicateur de destin social : la proportion de cadres que compte une génération donnée à 30, 40 ou 50 ans. Cet indicateur donne encore le même résultat. Les générations du baby-krach des années 1930-1945 sont les grands bénéficiaires du progrès social, celles nées en 1947-1965 les grands perdants.

Graphique 1

Suicide, homicide et revenus des hommes américains entre 1990 et 1998 (1990 = 100)



Suicide et homicide pour 10 000 et rapport des revenus médians par âge aux Etats Unis (valeur de 1990 = 100).

Exemple de lecture : le taux d'homicide des hommes américains de 15-24 ans a augmenté d'environ 20 % entre 1990 et 1994 pour ensuite baisser de plus de 40 points entre 1994 et 1998. Sources : BLS ; Bureau of the Census.

Autre exemple, le suicide (voir le graphique 1). Si des causes multiples peuvent être à l'origine d'un tel acte, on ne peut négliger l'influence de la situation sociale générale. De 1945 à 1965, le taux de suicide des hommes américains de 15-24 ans se situe à un niveau historiquement bas. Il monte dès le début des années 60, et se stabilise à un niveau trois fois plus élevé au milieu des années 70. Le niveau bas

² Voir, *Le destin des générations*, PUF, 1998

correspond aux enfants nés dans les générations creuses des années 30, le niveau haut aux enfants du baby-boom. Depuis le milieu des années 90, le taux est à nouveau à la baisse, ce qui correspond aux enfants du baby-krach des années 70. Ni l'augmentation du suicide juvénile, qui a lieu avant 1975, ni la baisse de celui-ci dans les années 90 ne s'explique par le contexte économique. Car si la croissance économique des années 90 est réelle, le cycle de croissance de la fin des années 80 l'est tout autant. Or, on n'en trouve aucune trace sur le taux de suicide des jeunes qui reste élevé. En outre, l'évolution suicidaire des hommes de 45-54 ans est le contraire de celle des jeunes : relativement élevé jusqu'aux années 60, le suicide adulte baisse quand celui des jeunes monte, pour se stabiliser à un niveau sensiblement plus bas. Hausses et baisses ne correspondent pas à la conjoncture économique, mais bien aux dates de naissances : les générations creuses ont moins de tendances suicidaires, les générations pleines en ont plus.

Pierre Surault, Marie Anguis et Chantal Cases³ ont mis en lumière le même effet de génération dans l'évolution des suicides en France et ils en ont mesuré l'importance. Entre 1968 et 1998, le suicide français connaît le même cycle qu'aux Etats-Unis : augmentation jusqu'au milieu des années 1980, recul ensuite. Comme aux Etats-Unis, les différents groupes d'âges n'évoluent pas de façon synchrone. Les auteurs distinguent effet de période (conjonctures économiques, politiques, etc.) et effet de génération (succession de générations creuses et pleines). L'effet de période a été responsable, estiment les auteurs, d'environ 30 % de l'augmentation au cours du cycle étudié. L'effet de génération en expliquerait donc 70 %, près de 2,5 fois plus que l'effet de période. Sans surprise, l'effet de génération va bien dans le sens d'une baisse des suicides pour les générations creuses et d'une hausse des suicides pour les générations pleines.

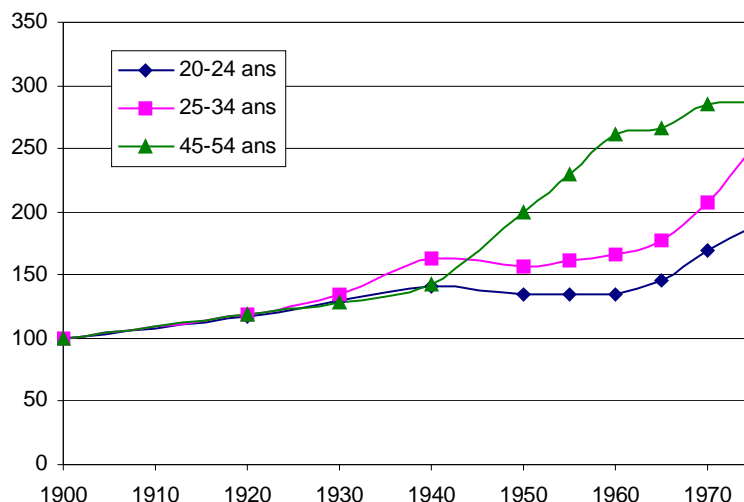
L'activité féminine hors domicile subit également, troisième illustration, l'effet de génération (voir graphique 2). Il est bien connu que les filles du baby-boom ont plus participé au travail hors domicile que leurs mères, qui étaient plus souvent restées au foyer. Mais l'on oublie trop souvent que les grand-mères des filles du baby-boom avaient déjà augmenté l'activité professionnelle hors domicile. Les statistiques américaines, une fois de plus, permettent ce regard sur longue période. Plus étonnant, ceci se passait en 1940-1960, en pleine période d'expansion économique et de retour aux valeurs familiales. Encore une fois, l'environnement économique ou idéologique ne semble pas avoir joué un rôle majeur, puisque ce même environnement voit les femmes plus âgées augmenter l'activité professionnelle et les femmes plus jeunes se retirer de l'activité. Ce sont bien les classes pleines qui augmentent l'activité et les classes creuses qui se retirent.

Cela s'inverse dès le milieu des années 1960, c'est-à-dire au moment même où les générations pleines du baby-boom arrivent sur le marché du travail. Avec le début des difficultés d'insertion professionnelle de leurs partenaires masculins, même en période de croissance économique, les femmes du baby-boom augmentent leur participation au travail ce qui a pour effet de réduire la fécondité et d'aggraver encore les difficultés d'insertion de leur génération. En même temps, leurs mères ralentissent l'activité professionnelle, montrant une fois de plus les effets contrastés d'une même conjoncture économique sur les différentes générations.

³ Voir, *Etudes et Résultats* 185, août 2002, DREES, Ministère des Affaires sociales, du travail et de la solidarité.

Graphique 2

Taux de participation féminine au travail hors domicile aux Etats Unis, entre 1900 et 1975 (1900=100).



Lecture : les femmes américaines de 45-54 ans ont augmenté leur participation au travail hors domicile entre 1900 et 1940 dans les mêmes proportions que les femmes de 20-34 ans ; ensuite, entre 1940 et 1965, elles ont presque doublé l'activité professionnelle tandis que les femmes de 20-34 ans ont stagné.
Source : Easterlin 1987.

Et demain ?

Dès les années 70 et 80, Easterlin annonçait que le climat social et économique des jeunes actifs était susceptible de s'améliorer à partir des années 90, car ce serait le moment où le rapport numérique entre jeunes actifs et actifs plus âgés serait à nouveau favorable aux premiers, du moins aux Etats-Unis.

Plusieurs indicateurs sociaux et économiques concernant les jeunes actifs se sont effectivement retournés au milieu des années 90. Le plus spectaculaire, très remarqué outre-atlantique, est le recul de la criminalité des jeunes. L'homicide des hommes de 15-24 ans n'est pas un indicateur direct de la criminalité des jeunes, car il mesure les victimes et non pas les agresseurs. Toutefois, le meurtre d'un jeune de moins de 25 ans est majoritairement le fait d'un autre jeune de moins de 25 ans. L'indicateur est donc indirect, mais valable. La criminalité des jeunes monte jusqu'en 1994 et chute rapidement ensuite. La même tendance s'observe pour le suicide à cet âge. Le revenu relatif des jeunes hommes, par rapport au revenu des actifs plus âgés, connaît le retournement de tendance en sens inverse. Tout indique donc un véritable retournement de la situation sociale des jeunes générations américaines au milieu des années 1990. Et pour illustrer une fois de plus que ce retournement n'est pas seulement la conséquence de la conjoncture économique plutôt florissante des Etats-Unis au cours de cette décennie, le graphique 2 montre également le taux de suicide des 45-54 ans qui, lui, est reparti plutôt à la hausse après 1994. L'effet de génération est une fois de plus indéniable et le retournement de tendance ne se constate pas seulement dans les domaines de

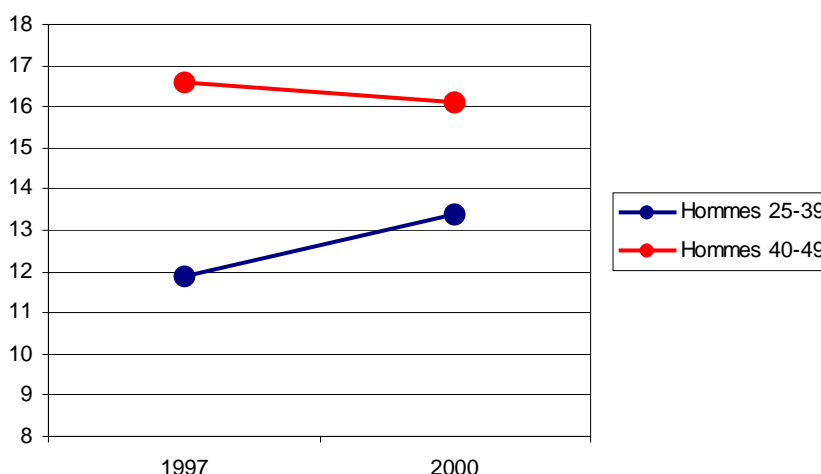
la criminalité, du suicide et des revenus, mais aussi dans ceux du chômage, de l'activité féminine, des divorces et de la fécondité.

La croissance économique joue certainement un rôle. Toutefois, celui-ci n'est pas toujours déterminant. Les Etats-Unis ont connu un premier cycle de reprise de croissance, dans les années 80, sans effet sur la criminalité et le suicide des jeunes, qui continuaient leur progression. Ensuite, si la croissance a eu un effet bénéfique sur l'état psychologique et social des jeunes, rien n'empêche de penser qu'inversement, l'économie a pu bénéficier à son tour de l'arrivée des jeunes moins nombreux à l'âge de l'activité. Enfin, les faits montrent l'effet générationnel : pendant que la situation des jeunes s'améliore, celle des plus âgés stagne ou se détériore.

En France, le baby-boom a été moins fort, mais plus long qu'aux Etats-Unis. L'arrivée à l'activité des enfants du baby-krach s'effectue donc avec quelques années de retard, et plus progressivement. Cependant, de nombreux signes témoignent déjà d'un retournement de tendance. La proportion de cadres, indicateur majeur selon Louis Chauvel, a clairement augmenté entre 1997 et 2000 avec l'arrivée des jeunes générations, mais elle a diminué pour les quadragénaires (voir graphique 3). Encore une fois, une même conjoncture a des effets contrastés selon l'âge.

Graphique 3

Proportion des cadres par âge chez les hommes en France, en 1997 et 2000 (en %).



Lecture : la proportion de cadres parmi les hommes actifs de 40 à 49 ans a diminué de 16,6 % à 16,1 % entre 1997 et 2000, tandis qu'elle a augmenté de 11,9 % à 13,4 % au cours de la même période chez les hommes actifs de 25 à 39 ans. Source : INSEE, Enquête sur l'Emploi.

D'autres indicateurs confirment le retournement de tendance pour les jeunes générations, comme la stabilisation de l'âge de départ du domicile parental. Pour la première fois depuis près de trente ans, la proportion de ceux habitant avec

leurs parents à l'âge de 24 ans ne recule plus. Elle s'est stabilisée à 39 %. Si la vie en couple n'augmente pas encore significativement, la fécondité, elle, se redresse déjà.

Rien n'est inscrit dans les nombres. Toutefois, l'avenir des jeunes d'aujourd'hui s'annonce plutôt favorablement. Grâce, en partie, au baby-krach des années 80.

Encadré 1

Erreur sur les générations dorées

Il existe dans les publications récentes françaises (Louis Chauvel, *Le destin des générations*, PUF 1998-2002 ; Bernard Prél, *Le Choc des générations*, La Découverte 2000 ; Christian Baudelot et Roger Establet, *Avoir 30 ans en 1968 et 1998*, Seuil 2000), une ambiguïté dans la définition des générations qui doivent être considérées comme “ privilégiées ”. Dans la conclusion de son livre, Prél considère que c'est la génération Mai 68 (née en 1945-1954) qui tient le haut du pavé : “ *La génération Mai 68 ... occupe les bonnes places comme hier elle a occupé la Sorbonne ... Bien au chaud alors que, dehors, pour ses propres gosses, "ça craint". Il est en effet fascinant de voir que, durant la période 1975-1995, le salaire réel maximum a glissé de 35 ans à plus de 50 ans ; autant dire que la génération Mai 68 s'est débrouillée pour faire la course en tête à tous les âges de la vie active ...* ”.

Un simple calcul sur le constat “ fascinant ” met en évidence l'erreur commise : ceux qui bénéficiaient du salaire réel maximum, à 35 ans en 1975, puis à plus de 50 ans en 1995, sont nés avant 1945. Ils appartiennent, selon la définition de Prél même, à la génération Algérie, née en 1935-1944. Leur caractéristique principale est, d'être une génération creuse, contrairement à la génération suivante, celle du baby-boom (la génération Mai 68).

Louis Chauvel commet une erreur d'interprétation analogue. Après une analyse sans ambiguïté de la situation privilégiée de ceux nés en 1935-1947, la conclusion de son livre désigne les générations nombreuses du baby-boom comme premiers bénéficiaires du progrès social accompli au cours du 20^{ème} siècle (Voir aussi son article “ Les générations perdues ”, *Alternatives Economiques*, Hors-Série n° 49). Or, le baby-boom commence en 1946, quand les générations privilégiées terminent.

Tous les protagonistes du débat actuel commettent la même confusion entre générations baby-boom et générations baby-krach. Tous, pourtant, disposent des mêmes chiffres, montrant inmanquablement que l'ascension sociale s'accélère dès la génération 1935 et se termine à la génération 1947. L'hypothèse d'une génération nombreuse qui se serait imposée par la force de son nombre doit donc être inversée. La génération privilégiée est celle, creuse, de 1935-1946 ; la génération désavantagée est celle, nombreuse, du baby-boom. Cela rejoint les mécanismes du marché : la main d'œuvre est chère quand elle est rare ; elle cesse de l'être quand elle devient abondante. Ce rappel du fonctionnement du marché est négligé au profit exclusif d'un autre effet de génération : l'impression durable de l'esprit du temps (le célèbre *Zeitgeist* du philosophe allemand Karl Mannheim) quand la génération vit ses vingt ans. Sans renier cet effet, on aurait tort de négliger l'influence du nombre, qui ne cesse de se confirmer dans les faits.